

SOCIÉTÉ EN COMMANDITE DE RESSOURCES CMP 2012

Rapport annuel

31 décembre 2012

Le rapport annuel de la direction sur le rendement du fonds contient les faits saillants financiers, mais non les états financiers semestriels ou annuels complets. À titre indicatif, nous joignons aux présentes les états financiers annuels. Vous pouvez obtenir gratuitement des exemplaires additionnels de ces documents ou les états financiers semestriels en composant le 1-800-268-8186, en consultant notre site Web à www.cmpfunds.ca ou celui de SEDAR à www.sedar.com, ou encore, en nous écrivant à l'adresse suivante : Goodman Investment Counsel Inc., Dundee Place, 1, rue Adelaide Est, 21^e étage, Toronto (Ontario) M5C 2V9.

Les porteurs de titres peuvent également communiquer avec nous afin de se procurer un exemplaire des politiques et procédures relatives aux votes par procuration, le dossier des votes par procuration ou l'information trimestrielle sur le portefeuille.

Société en commandite de ressources CMP 2012

RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Les états financiers ci-joints ont été dressés par Goodman Investment Counsel Inc. (« GIC »), en sa qualité de gestionnaire de la société en commandite, et ont été approuvés par le conseil d'administration de la Société CMP 2012, en sa qualité de commandité (le « commandité ») de la société en commandite. Le conseil d'administration du commandité est responsable des informations et des déclarations contenues dans ces états financiers.

GIC maintient des processus appropriés visant à assurer de façon raisonnable que les informations financières publiées sont pertinentes et fiables. Les états financiers ont été préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada et incluent certains montants basés sur des estimations et des jugements faits par GIC. Les principales méthodes comptables que GIC juge appropriées pour la société en commandite sont décrites à la note annexe 2.

Le conseil d'administration du commandité a délégué la surveillance du processus de présentation de l'information financière au comité d'audit du conseil d'administration de Dundee Corporation. Il incombe au comité d'audit d'examiner les états financiers et de recommander leur approbation au conseil d'administration du commandité, ainsi que de rencontrer les membres de la direction et les auditeurs internes et indépendants pour discuter des contrôles internes portant sur le processus de présentation de l'information financière, des questions d'audit et des problèmes liés à la présentation de l'information financière.

PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l. agit à titre d'auditeur indépendant de la société en commandite nommé par les commanditaires. L'auditeur de la société en commandite a effectué l'audit des états financiers conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada afin de pouvoir exprimer aux commanditaires son opinion sur les états financiers. Son rapport est reproduit ci-joint.

(signé)

LUCIE PRESOT
Vice-présidente et chef des finances
Dundee Corporation

Le 11 mars 2013

Société en commandite de ressources CMP 2012

RAPPORT DE LA DIRECTION SUR LE RENDEMENT DU FONDS

Objectif et stratégies de placement

La Société en commandite de ressources CMP 2012 (la « société en commandite ») cherche à offrir à ses commanditaires un placement ouvrant droit à une aide fiscale dans un portefeuille diversifié d'actions accréditatives et d'autres titres de sociétés de ressources, le cas échéant, en vue de dégager un revenu et de réaliser une plus-value du capital.

La stratégie de placement de la société en commandite consiste à investir initialement surtout dans des actions accréditatives de sociétés de ressources qui exercent des activités d'exploration, de mise en valeur ou de production dans les secteurs minier ou pétrolier et gazier, ou certaines activités de production d'énergie qui peuvent occasionner des frais liés aux énergies renouvelables et à l'économie d'énergie au Canada. La société en commandite entend investir de telle sorte que les commanditaires ayant un revenu adéquat puissent se prévaloir des déductions aux fins de l'impôt fédéral sur le revenu du Canada à l'égard des frais d'exploration engagés au Canada qui ont fait l'objet d'une renonciation en faveur de la société en commandite et puissent avoir droit à certains crédits d'impôt à l'investissement déductibles de l'impôt exigible. Aux fins fiscales, toute vente d'actions accréditatives devrait habituellement donner lieu à un gain en capital égal au produit net, puisque le coût des actions accréditatives est réputé nul.

Risque

Les risques associés à la société en commandite sont décrits dans le prospectus et sont intégrés aux présentes par renvoi.

Résultats¹⁾

Pour la période comprise entre le 15 février 2012, date d'établissement, et le 31 décembre 2012 (la « période »), les parts de la société en commandite ont dégagé un rendement de moins 31,9 %, compte non tenu des déductions et crédits d'impôt dont ont bénéficié les commanditaires par l'achat d'actions accréditatives. Les rendements de la société en commandite sont présentés déduction faite des frais de gestion et des charges, contrairement à ceux de son indice de référence.

Pour la même période, le rendement de l'indice composé S&P/TSX (l'« indice général »), indice de référence général de la société en commandite, s'est inscrit à 3,4 %. Le S&P/TSX est un indice sectoriel couvrant l'ensemble de l'économie, qui comprend environ 95 % de la capitalisation boursière des sociétés canadiennes inscrites à la Bourse de Toronto. Bien que la comparaison avec cet indice permette de se faire une idée de la performance de la société en commandite par rapport à l'ensemble du marché, il est à noter que le mandat de la société en commandite restreint ses placements à une plus petite catégorie d'entités que celle de l'indice.

Le rendement de la société en commandite est inférieur à celui de l'indice général pour la période en raison principalement des frais d'émission liés au premier appel public à l'épargne des parts de la société en commandite et de son exposition aux sociétés de taille moyenne et aux jeunes sociétés du secteur des ressources, qui ont été plus durement frappées que les sociétés plus liquides et diversifiées de l'indice général. Les primes versées pour les déductions et crédits

d'impôt liés aux actions accréditatives des entités détenues ont également eu un effet négatif sur le rendement de la société en commandite pour la période.

Au cours des deux premiers trimestres de 2012, le prix de l'once d'or a fluctué passant d'un pic de 1 788,40 USD le 28 février à un creux de 1 536,60 USD le 16 mai. Il a aussi fluctué aux troisième et quatrième trimestres et atteint, le 4 octobre, son niveau le plus haut en 52 semaines à 1 794,10 USD, en réaction à d'autres appels de liquidités aux États-Unis et en Europe qui ont été bénéfiques au cours de l'or. Contrairement à la plupart des autres produits de base, l'or est resté solide. Au quatrième trimestre, les perspectives de ralentissement de la croissance mondiale, et de récession dans certaines régions, ont affaibli davantage les cours des produits de base. Les mesures d'assouplissement monétaire sont nombreuses aux États-Unis, au Japon, en Europe et au Royaume-Uni, mais des doutes existent quant à leur efficacité et leur durée.

Les cours du gaz naturel ont poursuivi leur hausse, passant d'un creux de 1,91 USD/mmBtu au deuxième trimestre à un pic de 3,9 USD/mmBtu au quatrième trimestre, en raison de l'augmentation de la consommation américaine. De leur côté, les cours du pétrole brut ont affiché au début de la période une progression régulière qui les a portés jusqu'à un sommet d'environ 109,77 USD le baril au milieu du premier trimestre, mais qui se sont repliés à un creux de 77,69 USD le baril à la fin du deuxième trimestre. Cette chute intervenue au deuxième trimestre a été causée par les incidences entourant la production qu'avait entraînées la possibilité d'un effondrement majeur dans la zone euro lié au risque de défaut de pays surendettés comme le Portugal, l'Italie, l'Irlande, la Grèce et l'Espagne, soulevant ainsi des inquiétudes légitimes sur l'avenir de la zone euro. L'initiative du président de la Banque centrale européenne visant à permettre à celle-ci d'agir à titre de prêteur en dernier ressort a réussi à enrayer cette crise. Les cours du pétrole sont restés stables au quatrième trimestre; ils ont cependant opéré une légère reprise en raison des tensions géopolitiques et du déclenchement de conflit au Moyen-Orient.

Quelles que soient les fluctuations des prix des produits de base au cours de la période, d'importants capitaux ont été retirés du secteur des ressources, engendrant des pressions sur la vente et des résultats négatifs. L'augmentation des coûts décaissés et des dépenses en immobilisations dans ce secteur ont entraîné des baisses des marges et, en raison d'un risque de hausse d'impôts, les investisseurs se sont tournés vers d'autres secteurs pour un meilleur rendement. Cette situation a provoqué une baisse de la demande des titres des grandes sociétés de ressources, qui a été amplifiée pour les sociétés à faible capitalisation encore au stade d'exploration. Les titres de TORC Oil & Gas Ltd., de Silver Range Resources Ltd. et de San Gold Corp. ont réduit le rendement de la société en commandite pour la période. San Gold a continué de publier des résultats trimestriels témoignant d'une amélioration de la production au site de Rice Lake, mais son titre a pâti des productions inférieures aux objectifs et des coûts d'exploitation élevés tout au long de la période. Le cours actuel des actions de TORC reflète les paramètres de transaction exigés par les investisseurs du marché lors de la prise de contrôle inversée de Vero Energy, qui s'est conclue au quatrième trimestre de 2012.

Au 31 décembre 2012, la valeur liquidative de la société en commandite s'est établie à environ 68,1 M\$, en baisse de 31,9 % par rapport au

1) Toute indication d'actif net ou de valeur liquidative dans la présente rubrique désigne la valeur liquidative aux fins des opérations, définie sous « Faits saillants de nature financière », laquelle peut différer de l'actif net selon les PCGR.

Société en commandite de ressources CMP 2012

RAPPORT DE LA DIRECTION SUR LE RENDEMENT DU FONDS

produit brut de 100,0 M\$ du premier appel public à l'épargne. Ce recul s'explique principalement par le résultat des placements, qui a été d'environ moins 23,4 M\$, par les frais d'émission d'environ 6,4 M\$ et par les frais et charges d'approximativement 2,0 M\$. Le résultat de la société en commandite tient compte des revenus et des charges qui fluctuent d'un exercice à l'autre en raison de l'activité du portefeuille. Les résultats de l'exercice précédent ne sont pas disponibles aux fins de comparaison, la société en commandite n'ayant commencé ses activités qu'au cours de l'exercice actuel.

Emprunts

La société en commandite a conclu des facilités de crédit avec une banque à charte canadienne (la « Banque ») d'un montant maximal de 7,75 % du produit brut obtenu à son établissement. Le produit de l'emprunt a été affecté au paiement des frais d'émission et la société en commandite a fourni à la Banque une sûreté sur l'ensemble de son actif. Les montants maximal et minimal empruntés au cours de la période close le 31 décembre 2012 ont été respectivement de 6 435 000 \$ et de 6 350 000 \$. Au cours de la période close le 31 décembre 2012, le taux d'intérêt annuel moyen versé sur le solde impayé était de 2,7 %.

Au 31 décembre 2012, l'emprunt contracté était une facilité de crédit d'acceptation bancaire de 90 jours d'une valeur nominale de 6 435 000 \$, soit 9,4 % de l'actif net.

Les intérêts versés sur le prélèvement ou le renouvellement de l'acceptation bancaire sont reportés et amortis jusqu'à l'échéance de l'acceptation bancaire. La partie non amortie des intérêts reportés est inscrite au poste « Intérêts, dividendes et autres éléments courus » de l'état de l'actif net. Pour la période close le 31 décembre 2012, la société en commandite a enregistré une charge d'intérêts d'environ 161 000 \$ relativement à l'acceptation bancaire.

Événements récents

Changement de dénomination sociale

Le 4 juin 2012, le nom de Ned Goodman Investment Counsel Ltd. a changé pour Goodman Investment Counsel Inc. (« GIC »).

Nomination du sous-conseiller

La société en commandite a fait appel à GCIC Ltée (« GCICL » ou le « sous-conseiller ») à titre de sous-conseiller pour ses investissements dans le secteur pétrolier et gazier. GCICL est une grande société de placements canadienne qui offre des services de placements traditionnels, dont la famille de fonds communs de placement Dynamique^{MC}, les produits donnant droit à des avantages fiscaux et des programmes personnalisés pour les clients fortunés.

Changement de gestionnaire

Conformément à l'entente conclue entre Valeurs mobilières Dundee Ltée et GIC le 1^{er} janvier 2013, GIC a racheté l'entente de gestion de la société en commandite. En plus d'être le conseiller en valeurs, GIC est donc chargée de la gestion de la société en commandite depuis le 1^{er} janvier 2013. Valeurs mobilières Dundee Ltée et GIC sont des filiales en propriété exclusive de Dundee Corporation.

Compte tenu des relations entre Valeurs mobilières Dundee Ltée et GIC, les paiements des honoraires de services professionnels et des commissions de courtage sur les opérations sur titres, qui sont versés

par la société en commandite à Valeurs mobilières Dundee Ltée après le 1^{er} janvier 2013, seront toujours considérés comme des opérations entre apparentés.

Dans les présents documents, le terme « gestionnaire » renvoie à GIC s'il s'agit d'événements ayant lieu après le 1^{er} janvier 2013 et à Valeurs mobilières Dundee Ltée s'il s'agit d'événements ayant lieu avant le 1^{er} janvier 2013.

Passage aux normes IFRS (International Financial Reporting Standards)

Conformément aux propositions du Conseil des normes comptables du Canada, les PCGR du Canada applicables aux entreprises ayant une obligation d'information du public ont été remplacés par les Normes internationales d'information financière (« IFRS ») à compter du 1^{er} janvier 2011. Toutefois, en janvier 2011 et ensuite en décembre 2011, le Conseil des normes comptables a approuvé un report de la date d'application des IFRS pour les fonds de placement. En conséquence, les IFRS s'appliqueront à la société en commandite pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2014.

Le gestionnaire a déjà entrepris l'élaboration d'un plan de conversion aux IFRS en effectuant une évaluation de leur incidence et en déterminant les différences importantes entre les PCGR du Canada et les IFRS. Les principaux éléments du plan sont les suivants : i) vérifier et analyser les différences entre les IFRS et les PCGR du Canada en 2012; ii) déterminer les changements appropriés à apporter aux méthodes comptables du Fonds, s'il y a lieu; iii) modifier les informations à fournir dans les états financiers jusqu'à la première moitié de 2013; iv) travailler avec nos agents d'évaluation à la mise en place des méthodes comptables requises pour le Fonds, s'il y a lieu, au cours de la seconde moitié de 2013; et v) modifier les modèles d'informations à fournir dans les états financiers en 2013 et au début de 2014.

En mai 2011, l'International Accounting Standards Board (l'« IASB ») a publié IFRS 13 *Évaluation de la juste valeur*, qui définit la juste valeur, intègre, dans une même norme, un cadre pour l'évaluation de la juste valeur et prescrit les informations à fournir sur les évaluations à la juste valeur. Cette norme ne s'applique que lorsque d'autres IFRS exigent ou permettent des évaluations à la juste valeur. Si un actif ou un passif évalué à la juste valeur est assorti d'un cours acheteur et d'un cours vendeur, son évaluation doit être fondée sur le cours compris dans l'écart acheteur-vendeur qui correspond au montant le plus représentatif de la juste valeur, ce qui permet l'utilisation du cours moyen ou d'une autre convention d'évaluation suivie par les intervenants du marché, faute de mieux en pratique, pour déterminer la juste valeur à l'intérieur d'un écart acheteur-vendeur. Il peut en découler l'élimination des différences entre l'actif net par série et la valeur liquidative par série aux dates de communication des états financiers.

En octobre 2012, l'IASB a publié « Entités d'investissement » (modification d'IFRS 10 *États financiers consolidés*, d'IFRS 12 *Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités* et d'IAS 27 *États financiers individuels*), qui définit la notion d'entité d'investissement et établit une exception au principe de consolidation. Une entité d'investissement pourra ainsi évaluer ses filiales à la juste valeur par le biais du résultat net, conformément à IFRS 9 *Instruments financiers*. Ces modifications introduisent également de nouvelles obligations d'information pour les entités d'investissement qui devront

Société en commandite de ressources CMP 2012

RAPPORT DE LA DIRECTION SUR LE RENDEMENT DU FONDS

les appliquer pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2014. Compte tenu des restrictions imposées à la société en commandite en matière de propriété, il est peu probable que ces modifications aient une incidence sur les états financiers de la société en commandite.

Le gestionnaire continuera d'évaluer les changements à apporter éventuellement aux états financiers ainsi que leur effet sur les méthodes comptables, les fonctions de gestion, les technologies de l'information et les contrôles.

Opérations entre apparentés

Les ententes ci-dessous ont occasionné des frais payés par la société en commandite au gestionnaire ou aux sociétés affiliées à la société en commandite :

Premier appel public à l'épargne de la société en commandite

La société en commandite a versé aux placeurs pour compte des honoraires de 5,75 % pour chaque part vendue dans le cadre de ses placements. Valeurs mobilières Dundee ltée, à titre de courtier en valeurs, a reçu environ 34 000 \$ de ces honoraires.

Frais de gestion

La société en commandite paie des frais de gestion au gestionnaire en contrepartie des conseils, des recommandations et des services qu'il lui offre à titre de gestionnaire, de conseiller en valeurs et de distributeur principal de la société en commandite. Le gestionnaire est également responsable de la gestion des activités quotidiennes de la société en commandite. La société en commandite a payé des frais de gestion, taxe de vente comprise, d'environ 1 522 000 \$ pour la période.

Charges liées aux activités et frais de services administratifs

La société en commandite acquitte toutes les charges liées à ses activités, soit les services de dépôt, les frais juridiques, les honoraires du comité d'examen indépendant, les honoraires d'audit, les services d'agence de transfert et les frais liés à la préparation de rapports financiers et d'autres rapports, conformément aux lois, règlements et procédures applicables. Ces charges sont calculées et comptabilisées quotidiennement. Elles sont payées par le gestionnaire, qui se fait ensuite rembourser par la société en commandite, exception faite de certaines charges, comme les intérêts. En outre, la société en commandite a payé au gestionnaire environ 219 000 \$ au titre des services administratifs rendus par celui-ci au cours de la période.

Primes de rendement

Le gestionnaire a droit à une prime de rendement versée par la société en commandite et correspondant à 20 % de l'excédent sur 1 120 \$ de la valeur liquidative par part à la date du versement de la prime. La prime de rendement est calculée par part et multipliée par le nombre de parts en circulation à la date de la prime de rendement. La date de la prime de rendement correspond à la date à laquelle l'actif de la société en commandite est viré à la Catégorie de ressources PGD de Portefeuilles gérés Dynamique ltée ou à celle du jour précédant immédiatement la dissolution de la société en commandite si celle-ci survient avant. La prime de rendement est calculée à la date de la prime de rendement et versée aussitôt que possible par la suite. Au 31 décembre 2012, aucune prime de rendement, taxe de vente comprise, n'était payable par la société en commandite.

Souscription de titres

La société en commandite a investi dans des placements de titres pour lesquels le gestionnaire, en tant que courtier en valeurs, a agi à titre de preneur ferme. Dans le cadre de ces opérations, le gestionnaire a obtenu une dispense des autorités réglementaires en valeurs mobilières ou obtenu l'approbation du comité d'examen indépendant mis sur pied pour la société en commandite conformément au *Règlement 81-107 sur le comité d'examen indépendant des fonds d'investissement* (le « Règlement 81-107 »).

Directives permanentes du comité d'examen indépendant

Conformément au Règlement 81-107, le gestionnaire a nommé un comité d'examen indépendant (le « CEI ») pour surveiller la société en commandite. Les coûts et les charges, y compris la rémunération des membres du CEI, les coûts liés aux conseillers juridiques et aux autres services-conseils, les honoraires juridiques et les autres frais engagés par les membres du CEI et les frais d'assurance sont imputables à la société en commandite. Au 31 décembre 2012, le CEI était composé de trois membres, tous indépendants du gestionnaire.

Le CEI a donné les directives permanentes suivantes à la société en commandite relativement aux opérations entre apparentés :

- i) paiement de commissions de courtage à Valeurs mobilières Dundee ltée pour l'exécution d'opérations sur titres à titre d'agent et de distributeur principal pour le compte de la société en commandite (ci-après les « commissions de courtage »);
- ii) achat ou vente de titres d'un émetteur auprès d'un autre fonds de placement géré par le gestionnaire, sauf si une dispense est obtenue dans certaines circonstances;
- iii) exécution d'opérations de change avec Valeurs mobilières Dundee ltée pour le compte de la société en commandite;
- iv) participation à une prise ferme associant Valeurs mobilières Dundee ltée, à titre de courtier en valeurs pour le compte de l'émetteur.

Les directives permanentes en question exigent que le gestionnaire établisse des politiques et des procédures qu'il mettra en pratique pour les opérations entre apparentés. Le gestionnaire doit informer le CEI de tout manquement important à l'une des exigences des directives permanentes. Celles-ci stipulent notamment que la décision de placement relative à une opération entre apparentés : a) soit prise par le gestionnaire ou par le conseiller en valeurs, selon le cas, libre de toute influence d'une entité liée et sans tenir compte ni du gestionnaire lui-même ni d'aucune société associée ou affiliée au gestionnaire, b) représente l'appréciation professionnelle du gestionnaire ou du conseiller en valeurs, selon le cas, non influencée par des considérations autres que l'intérêt de la société en commandite, et c) soit prise conformément aux politiques et aux procédures écrites du gestionnaire. Les opérations exécutées par le gestionnaire ou par le conseiller en valeurs, selon le cas, en vertu des directives permanentes sont par la suite examinées par le CEI pour un contrôle de conformité.

Au cours de la période, la société en commandite a suivi les directives permanentes du CEI au sujet des opérations entre apparentés. En sa qualité de gestionnaire, GIC a reconduit le mandat du CEI.

Société en commandite de ressources CMP 2012

RAPPORT DE LA DIRECTION SUR LE RENDEMENT DU FONDS

Faits saillants de nature financière

Les tableaux suivants présentent les principales informations financières de la société en commandite et ont pour but d'aider le lecteur à comprendre ses résultats pour les périodes indiquées. Ces informations sont fournies conformément à la réglementation; par conséquent, il est normal que les totaux diffèrent, puisque l'augmentation (la diminution) de l'actif net liée aux activités est fondée sur le nombre moyen de parts en circulation au cours de la période et que tous les autres montants sont établis selon le nombre réel de parts en circulation au moment pertinent.

Actif net par part de la société en commandite¹⁾

(début des activités le 15 février 2012)

	31 décembre 2012
Actif net au début de la période	1 000,00 \$
Frais d'émission	(64,35)
Actif net au début de la période – après ajustement¹⁾²⁾	935,65 \$
Augmentation (diminution) de l'actif net liée aux activités	
Revenu total	0,43 \$
Total des charges	(20,52)
Gain (perte) réalisé pour la période	–
Gain (perte) non réalisé pour la période	(229,82)
Augmentation (diminution) totale de l'actif net liée aux activités²⁾	(249,91)\$
Distributions aux porteurs de parts	
Revenu (à l'exclusion des dividendes)	– \$
Dividendes	–
Gain (perte) net réalisé sur les placements	–
Remboursement de capital	–
Total des distributions annuelles²⁾	– \$
Actif net à la fin de la période¹⁾²⁾	685,74 \$
Ratios et données supplémentaires	
Valeur liquidative totale (en milliers) ⁶⁾	68 114 \$
Nombre de parts en circulation	100 001
Frais de gestion	2,00 %
Ratio des frais de gestion (« RFG ») ³⁾	10,93 %*
RFG avant renoncations ou prises en charge ³⁾	10,93 %*
Ratio des frais d'opérations ⁴⁾	s.o.
Taux de rotation du portefeuille ⁵⁾	s.o.
Valeur liquidative par part⁶⁾	681,13 \$

Société en commandite de ressources CMP 2012

RAPPORT DE LA DIRECTION SUR LE RENDEMENT DU FONDS

* Données annualisées, sauf les frais d'émission inclus dans le RFG, lesquels sont traités comme des charges ponctuelles.

- 1) Ces chiffres sont tirés des états financiers audités de la société en commandite. L'actif net par part présenté dans les états financiers peut différer de la valeur liquidative calculée aux fins de l'évaluation. Ces différences sont expliquées dans les notes annexes. Certains soldes nuls présentés dans les faits saillants de nature financière peuvent être des montants arrondis à zéro.
- 2) L'actif net par part et les distributions par part sont établis selon le nombre réel de parts en circulation au moment pertinent. L'augmentation (la diminution) de l'actif net liée aux activités par part est fonction du nombre moyen pondéré de parts en circulation au cours de la période.
- 3) Le ratio des frais de gestion (« RFG »), exprimé en pourcentage annualisé, correspond au rapport entre le total des charges (compte non tenu des commissions de courtage et des autres coûts de transactions du portefeuille) de la société en commandite pour la période déterminée et sa valeur liquidative moyenne quotidienne pour la période. Le RFG annualisé au 31 décembre 2012 (exercice d'établissement) tient compte des frais d'émission comprenant les frais liés au placement de 685 000 \$ et les honoraires des placeurs pour compte d'environ 5,8 M\$, lesquels sont traités comme des charges ponctuelles et ne sont pas annualisés. Les statistiques sur le RFG ci-dessous sont présentées à titre d'information :

(en %)	31 décembre 2012
RFG, compte non tenu des frais d'émission	2,64 %
RFG, compte non tenu des frais d'émission et de la taxe de vente	2,36 %

- 4) Le ratio des frais d'opérations, exprimé en pourcentage annualisé, correspond au rapport entre les commissions de courtage majorées des coûts de transactions du portefeuille de la société en commandite et la valeur liquidative moyenne quotidienne de la société en commandite pour la période.
- 5) Le taux de rotation du portefeuille de la société en commandite indique le degré d'intervention du conseiller en valeurs. Un taux de rotation de 100 % signifie qu'un fonds de placement achète et vend tous les titres de son portefeuille une fois au cours de la période. Plus le taux de rotation du portefeuille est élevé au cours d'une période, plus les frais d'opérations sont élevés et plus les possibilités qu'un investisseur réalise un gain en capital imposable sont grandes. Il n'y a pas nécessairement de lien entre un taux de rotation élevé et le rendement d'un fonds de placement. Le taux de rotation du portefeuille est égal au coût des achats pour la période, ou au produit des ventes de titres du portefeuille si celui-ci est moins élevé, exception faite de toute opération de rééquilibrage du portefeuille faisant suite à une fusion ainsi que des placements à court terme arrivant à échéance dans moins d'un an, divisé par la valeur marchande moyenne des placements pour la période.
- 6) Le *Règlement 81-106 sur l'information continue des fonds d'investissement* (le « Règlement 81-106 ») exige que tous les fonds de placement calculent leur valeur liquidative à toutes les fins autres que l'établissement des états financiers conformément à l'article 14.2, qui, sous certains aspects, est différent des exigences du chapitre 3855 des PCGR du Canada. Selon les PCGR du Canada, la juste valeur des instruments financiers inscrits à la cote d'une bourse reconnue doit être évaluée au dernier cours acheteur pour les titres en position acheteur et au dernier cours vendeur pour les titres en position vendeur, au lieu du cours de clôture ou du dernier cours vendeur du titre, comme dans le Règlement 81-106. Ces exigences créent un écart entre l'actif net calculé selon les PCGR du Canada (l'« actif net selon les PCGR ») et la valeur liquidative calculée selon le Règlement 81-106 (la « valeur liquidative aux fins des opérations »). Un rapprochement de l'actif net selon les PCGR et de la valeur liquidative aux fins des opérations est présenté ci-après.

Rapprochement de l'actif net selon les PCGR et de la valeur liquidative aux fins des opérations

	Total (en milliers de \$)	Par part (en \$)
Valeur liquidative aux fins des opérations (« valeur liquidative »)	68 114	681,13
Ajustement afin de tenir compte de l'application du chapitre 3855	461	4,61
Actif net selon les PCGR (« actif net »)	68 575	685,74

Frais de gestion

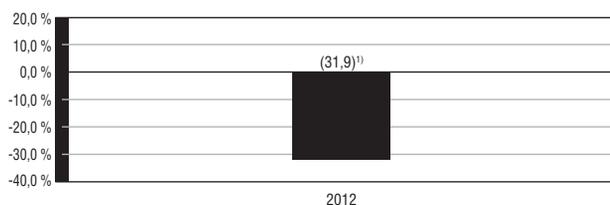
Les frais de gestion correspondent à un pourcentage annualisé de la valeur liquidative aux fins des opérations de la société en commandite. Ils sont calculés quotidiennement et payés chaque mois, selon un pourcentage de la valeur liquidative aux fins des opérations à la fin du mois. Les frais de gestion payés par la société en commandite ont été intégralement affectés aux services-conseils de gestion de portefeuille.

Rendement passé

Les rendements passés de la société en commandite sont présentés ci-dessous; ils ne sont pas nécessairement représentatifs du rendement futur de la société en commandite. En outre, ces renseignements ne tiennent pas compte des autres charges optionnelles qui réduisent le rendement.

Rendement annuel

Le graphique ci-dessous présente le rendement annuel de la société en commandite et la variation du rendement de la société en commandite d'une année à l'autre. Il indique, sous forme de pourcentage, quelle aurait été la variation, à la hausse ou à la baisse, au dernier jour d'un exercice, d'un placement détenu au premier jour de chaque exercice.



- 1) Depuis la date d'établissement jusqu'à la fin de l'exercice.

Société en commandite de ressources CMP 2012

RAPPORT DE LA DIRECTION SUR LE RENDEMENT DU FONDS

Rendements annuels composés

Le tableau ci-dessous compare, pour les périodes indiquées, le rendement total annuel composé de la société en commandite avec celui des indices de référence suivants :

Indice composé S&P/TSX – Cet indice sectoriel couvrant l'ensemble de l'économie comprend environ 95 % de la capitalisation boursière des sociétés canadiennes inscrites à la Bourse de Toronto.

Le tableau des rendements annuels composés compare le rendement de la société en commandite à celui d'un indice de référence. Les indices de référence sont habituellement des indices uniques ou composés de plusieurs indices. Un indice est généralement constitué d'un groupe de titres. Comme la société en commandite n'investit pas nécessairement dans les mêmes titres que l'indice ni selon la même proportion, elle ne produit pas de rendement équivalant à celui de l'indice. Il serait utile de comparer le rendement de la société en commandite à celui d'autres sociétés en commandite ayant un objectif et des stratégies de placement similaires.

Une analyse du rendement de la société en commandite par rapport à celui de l'indice général est présentée à la rubrique « Résultats » de ce rapport.

Rendement en pourcentage	Depuis l'établissement
Valeur liquidative	(31,9)
Indice composé S&P/TSX	3,4

Société en commandite de ressources CMP 2012

RAPPORT DE LA DIRECTION SUR LE RENDEMENT DU FONDS

Aperçu des titres en portefeuille

31 décembre 2012

Le présent aperçu des titres en portefeuille peut varier en raison des opérations en cours d'exécution. Des mises à jour sont disponibles sur notre site Web à l'adresse www.cmpfunds.ca dans les 60 jours suivant la fin de chaque trimestre, sauf pour les données au 31 décembre, date de fin d'exercice, lesquelles sont disponibles 90 jours après cette date.

PAR PAYS/RÉGION ¹⁾	Pourcentage de la valeur liquidative totale [†]
Canada	109,1
Trésorerie et équivalents de trésorerie	0,7

PAR SECTEUR ¹⁾²⁾	Pourcentage de la valeur liquidative totale [†]
Or et métaux précieux	41,8
Énergie	39,4
Métaux et mines diversifiés	16,8
Énergie (autres) [^]	11,1
Trésorerie et équivalents de trésorerie	0,7

PAR CATÉGORIE D'ACTIFS	Pourcentage de la valeur liquidative totale [†]
Actions	109,1
Trésorerie et équivalents de trésorerie	0,7
Trésorerie et autres éléments d'actif (de passif) net	(9,8)

25 PRINCIPAUX TITRES	Pourcentage de la valeur liquidative totale [†]
Sabina Gold & Silver Corp.	11,9
TORC Oil & Gas Ltd.	7,8
Tourmaline Oil Corp.	7,2
DeeThree Exploration Ltd.	6,4
Argonaut Gold Inc.	6,2
Paramount Resources Ltd.	5,6
Manitok Energy Inc.	5,1
Mason Graphite Corp.	4,4
Trevali Mining Corporation	4,0
Kivalliq Energy Corp.	3,8
Fission Energy Corp., à droit de vote restreint	3,2
Northern Gold Mining Inc., à droit de vote restreint	2,9
Gold Canyon Resources Inc.	2,7
Cap-Ex Ventures Ltd., à droit de vote restreint	2,6
Balmoral Resources Ltd., à droit de vote restreint	2,4
North American Palladium Ltd.	2,3
San Gold Corp.	2,3
SilverWillow Energy Corporation, à droit de vote restreint	2,0
Border Petroleum Corp.	1,9
UEX Corporation	1,9
Northquest Ltd., à droit de vote restreint	1,6
Alpha Minerals Inc.	1,6
Kaminak Gold Corp.	1,5
RMP Energy Inc.	1,4
SGX Resources Inc.	1,3

1) Compte non tenu des autres éléments d'actif (de passif) net et des dérivés.

2) Compte non tenu des obligations, des débetures et des actions privilégiées.

† Valeur liquidative aux fins des opérations; par conséquent, les pondérations présentées dans l'état des titres en portefeuille différeront de celles présentées ci-dessus.

[^] La composante « Énergie (autres) » du portefeuille est composée de sociétés dont l'objectif principal est l'exploration, la mise en valeur et la production de sources d'énergie alternatives (autres que le pétrole et le gaz naturel), notamment l'uranium, l'énergie éolienne et l'énergie géothermique.

Société en commandite de ressources CMP 2012

RAPPORT DE LA DIRECTION SUR LE RENDEMENT DU FONDS

Mise en garde relative aux énoncés prospectifs

Certaines rubriques du présent rapport, notamment la rubrique « Événements récents », peuvent contenir des énoncés prospectifs au sujet de la société en commandite (le cas échéant), y compris des énoncés relatifs à sa stratégie, à ses risques, à son rendement prévu et à sa situation. Les énoncés prospectifs comprennent les énoncés de nature prévisionnelle qui dépendent de conditions ou d'événements futurs ou qui s'y rapportent, ou qui contiennent des termes comme « prévoir », « s'attendre à », « projeter », « compter », « croire », « estimer » ainsi que d'autres termes semblables ou les formes négatives de ces termes.

En outre, tout énoncé concernant le rendement futur, les stratégies ou les perspectives, ainsi que les mesures futures que pourrait prendre la société en commandite, est également considéré comme un énoncé prospectif. Les énoncés prospectifs sont fondés sur les prévisions et les projections actuelles à l'égard d'éléments généraux futurs concernant l'économie, la politique et les marchés, comme les taux d'intérêt, les taux de change, les marchés boursiers et financiers et le contexte économique général; dans chaque cas, on suppose que les lois et règlements ainsi que les impôts applicables ne font l'objet d'aucune modification. Les prévisions et les projections ayant trait à des événements futurs sont fondamentalement exposées, entre autres, à des risques et incertitudes, dont certains peuvent s'avérer imprévisibles. Par conséquent, les hypothèses relatives à la conjoncture économique future et à d'autres facteurs peuvent se révéler inexactes à une date ultérieure.

Les énoncés prospectifs ne constituent pas des garanties du rendement futur, et les événements réels pourraient différer sensiblement de ceux mentionnés de manière implicite ou explicite dans tout énoncé prospectif de la société en commandite. Divers facteurs importants peuvent expliquer ces écarts, notamment la conjoncture économique et politique et les conditions des marchés en Amérique du Nord et à l'échelle internationale, les taux de change et les taux d'intérêt, les activités des marchés boursiers et financiers mondiaux, la concurrence, les changements technologiques, les modifications en matière de réglementations gouvernementales, les procédures juridiques ou réglementaires inattendues et les catastrophes. Nous insistons sur le fait que la liste de facteurs importants qui précède n'est pas exhaustive.

Nous invitons le lecteur à bien tenir compte de ces facteurs, ainsi que d'autres, avant de prendre toute décision de placement, et nous lui recommandons de ne pas se fier indûment aux énoncés prospectifs. De plus, il importe de savoir que la société en commandite n'a pas l'intention de mettre à jour les énoncés prospectifs à la lumière de nouveaux renseignements, d'événements futurs ou autres, avant la publication du prochain Rapport de la direction sur le rendement du Fonds.

Société en commandite de ressources CMP 2012

ÉTAT DES TITRES EN PORTEFEUILLE

31 décembre 2012

	Valeur nominale (en milliers)/ nombre d'actions/ de parts	Coût moyen† (en milliers)	Juste valeur (en milliers)
ACTIONS (109,0 %)			
Métaux et mines diversifiés (16,4 %)			
Canadian Orebodies Inc.	4 450 000	888 \$	556 \$
Canadian Orebodies Inc., bons de souscription, à droit de vote restreint, 28 déc. 2013*	2 225 000	2	46
Cantex Mine Development Corp.	17 800 000	890	712
Cap-Ex Ventures Ltd., à droit de vote restreint	7 000 000	2 450	1 729
El Nino Ventures Inc., à droit de vote restreint	4 450 000	443	275
El Nino Ventures Inc., bons de souscription, à droit de vote restreint, 2 avril 2014*	2 225 000	2	43
Labrador Iron Mines Holdings Ltd.	196 000	1 196	212
MacDonald Mines Exploration Ltd., à droit de vote restreint	13 400 000	992	637
MacDonald Mines Exploration Ltd., bons de souscription, à droit de vote restreint, 23 mai 2014*	6 700 000	13	60
Mason Graphite Corp.	3 293 750	2 550	2 306
Mason Graphite Corp., à droit de vote restreint	956 250	–	636
Mason Graphite Corp., bons de souscription, à droit de vote restreint, 30 oct. 2013*	1 593 750	–	24
Rackla Metals Inc., à droit de vote restreint	1 780 000	178	85
Rackla Metals Inc., bons de souscription, à droit de vote restreint, 10 oct. 2014*	890 000	–	26
Ridgemont Iron Ore Corp.	6 695 000	2 678	502
Ridgemont Iron Ore Corp., bons de souscription, à droit de vote restreint, 14 juin 2014*	3 347 500	–	42
Silver Range Resources Ltd.	2 100 000	2 940	578
Silver Range Resources Ltd., bons de souscription, à droit de vote restreint, 13 mars 2014*	1 050 000	–	16
Trevali Mining Corporation	2 537 000	2 613	2 638
Valterra Resource Corporation, à droit de vote restreint	1 000 000	100	131
		17 935	11 254
Énergie (38,7 %)			
Border Petroleum Corp.	8 380 500	1 508	1 257
DeeThree Exploration Ltd.	673 350	3 432	4 377
Manitok Energy Inc.	1 166 000	2 682	3 440
Paramount Resources Ltd.	120 000	3 719	3 831
Renegade Petroleum Ltd.	167 500	804	409
RMP Energy Inc.	324 950	731	972
Shoal Point Energy Ltd.	3 703 704	1 000	259
Shoal Point Energy Ltd., bons de souscription, à droit de vote restreint, 16 août 2013*	1 851 852	–	18
SilverWillow Energy Corporation, à droit de vote restreint	1 608 000	2 010	1 115
TORC Oil & Gas Ltd.	2 291 406	8 165	5 293
Tourmaline Oil Corp.	156 962	4 850	4 886
TriOil Resources Ltd.	223 335	670	666
		29 571	26 523
Or et métaux précieux (42,0 %)			
Argonaut Gold Inc.	448 060	4 085	4 221
Balmoral Resources Ltd., à droit de vote restreint	1 584 000	1 822	1 625
Banks Island Gold Ltd., à droit de vote restreint	595 239	500	452
Banks Island Gold Ltd., bons de souscription, à droit de vote restreint, 13 juin 2014*	297 620	–	69
Carlisle Goldfields Limited, bons de souscription, à droit de vote restreint, 18 juill. 2014*	2 781 000	–	142
Carlisle Goldfields Limited	5 562 000	890	834
Gold Canyon Resources Inc.	1 780 000	2 617	1 798
Golden Dory Resources Corp., à droit de vote restreint	8 900 000	534	338
GTA Resources and Mining Inc.	1 666 667	2 000	383
Homestake Resource Corp.	2 314 000	579	370
Kaminak Gold Corp.	623 000	1 308	972
Mega Precious Metals Inc.	2 342 106	1 780	550
Mega Precious Metals Inc., bons de souscription, à droit de vote restreint, 22 mars 2014*	1 171 053	–	22
New Nadina Explorations Limited, à droit de vote restreint	5 000 000	500	333
North American Palladium Ltd.	1 157 000	3 586	1 492
Northern Gold Mining Inc., à droit de vote restreint	6 359 000	2 544	1 963
Northquest Ltd., à droit de vote restreint	1 780 000	1 335	1 099
Northquest Ltd., bons de souscription, à droit de vote restreint, 18 avr. 2014*	890 000	–	328
Sabina Gold & Silver Corp.	3 069 000	8 900	8 071

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers.

Société en commandite de ressources CMP 2012

ÉTAT DES TITRES EN PORTEFEUILLE (suite)

31 décembre 2012

	Valeur nominale (en milliers)/ nombre d'actions/ de parts	Coût moyen† (en milliers)	Juste valeur (en milliers)
ACTIONS (109,0 %) (suite)			
Or et métaux précieux (42,0 %) (suite)			
San Gold Corp.	1 994 000	4 187 \$	1 515 \$
SGX Resources Inc.	3 560 000	1 958	854
SGX Resources Inc., à droit de vote restreint	2 860 000	1 001	652
SGX Resources Inc., bons de souscription, à droit de vote restreint, 6 déc. 2014*	1 430 000	–	109
SGX Resources Inc., bons de souscription, à droit de vote restreint, 30 mars 2014*	1 780 000	–	71
Tower Resources Ltd., à droit de vote restreint	1 875 000	600	454
Tower Resources Ltd., bons de souscription, à droit de vote restreint, 6 déc. 2014*	937 500	–	96
		40 726	28 813
Énergie (autres) (11,9 %)			
Alpha Minerals Inc.	640 000	640	1 120
Alpha Minerals Inc., bons de souscription, à droit de vote restreint, 17 févr. 2014*	640 000	–	796
Fission Energy Corp., à droit de vote restreint	4 166 667	2 500	2 138
Kivalliq Energy Corp.	7 120 000	3 560	2 563
Ressources Strateco inc.	1 333 000	800	260
UEX Corporation	2 173 913	2 000	1 283
		9 500	8 160
COÛT MOYEN ET JUSTE VALEUR DES PLACEMENTS (109,0 %)		97 732	74 750
COÛTS DE TRANSACTIONS (0,0 %) (note 2)		–	–
TOTAL – COÛT MOYEN ET JUSTE VALEUR DES PLACEMENTS (109,0 %)		97 732	74 750
EMPRUNT (–9,4 %)			
Emprunt		(6 435)	(6 435)
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE (0,7 %)			
Dollars canadiens		483	483
Devises		–	–
		483	483
AUTRES ÉLÉMENTS D'ACTIF (DE PASSIF) NET (–0,3 %)		(223)	(223)
ACTIF NET (100,0 %)		91 557 \$	68 575 \$

Le coût moyen ou la juste valeur de certains titres peuvent être des montants différents de zéro, mais arrondis à zéro.

† S'il y a lieu, les distributions provenant de placements reçues sous forme de remboursement de capital sont portées en diminution du prix de base rajusté des titres en portefeuille.

* Ces titres ne sont pas cotés et sont évalués au moyen de techniques d'évaluation.

Société en commandite de ressources CMP 2012

ANALYSE DE LA GESTION DES RISQUES FINANCIERS ET DES INSTRUMENTS FINANCIERS

31 décembre 2012

Gestion des risques

La Société en commandite de ressources CMP 2012 (la « société en commandite ») cherche à offrir à ses commanditaires un placement ouvrant droit à une aide fiscale dans un portefeuille diversifié d'actions accréditives et d'autres titres de sociétés de ressources, le cas échéant, en vue de dégager un revenu et de réaliser une plus-value du capital.

Les activités de placement de la société en commandite l'exposent à bon nombre de risques financiers (voir la note annexe 7 pour une description générale de ces risques). L'état des titres en portefeuille regroupe les titres détenus par la société en commandite par catégorie d'actifs, par pays et par segment de marché. Le gestionnaire cherche à minimiser toute incidence négative de ces risques sur le rendement de la société en commandite en ayant recours aux services de conseillers en valeurs professionnels expérimentés qui surveillent régulièrement la répartition optimale de la société en commandite et les événements qui se produisent sur le marché, et qui diversifient le portefeuille de placement conformément à l'objectif de placement de la société en commandite.

Pour aider à la gestion des risques, le gestionnaire a établi et maintient une structure de gouvernance visant à surveiller les activités de placement de la société en commandite et à assurer le respect de l'objectif et des directives de placement de celle-ci. Les risques importants auxquels s'expose la société en commandite sont décrits ci-après.

Risque de crédit

La société en commandite peut être exposée au risque de crédit, qui s'entend du risque qu'une contrepartie manque à une obligation lorsque celle-ci devient exigible. Le risque de crédit peut émaner d'instruments de créance (prêts bancaires, obligations et débentures), d'opérations sur titres (bons de souscription compris), ou de l'utilisation de services de garde, de prêts ou de comptes bancaires.

Au 31 décembre 2012, la société en commandite n'avait aucune exposition importante aux instruments de créance.

Toutes les opérations de placement sont réglées à la livraison, ce qui réduit le risque de défaut des contreparties, car la livraison de titres vendus n'a lieu qu'une fois le paiement reçu par le dépositaire et, inversement, le paiement d'un achat n'est effectué qu'une fois les titres livrés au dépositaire. Lorsque la société en commandite négocie des titres cotés et non cotés par l'entremise d'un courtier, elle ne fait appel qu'à des courtiers reconnus inscrits auprès des autorités de réglementation en valeurs mobilières concernées.

La société en commandite ne fait des dépôts d'actifs qu'auprès de sociétés de bonne réputation et habilitées à agir à titre de dépositaire en vertu du *Règlement 81-102 sur les organismes de placement collectifs*. De plus, il existe des réglementations gouvernementales visant à protéger les actifs des investisseurs en cas de faillite ou d'insolvabilité d'une société de fiducie telle que le dépositaire ou une banque. Dans un tel cas, les titres ou les autres actifs déposés auprès de cette société peuvent être exposés au risque de crédit ou l'accès à ces titres ou aux autres actifs peut être retardé ou restreint.

Risque de taux d'intérêt

Le tableau ci-dessous présente l'exposition de la société en commandite au risque de taux d'intérêt au 31 décembre 2012.

Date d'échéance*	Juste valeur (en milliers)
	31 décembre 2012
3 mois ou moins	6 435 \$
Entre 3 mois et 1 an	—
Entre 1 an et 5 ans	—
Plus de 5 ans	—
Total	6 435 \$

* La date d'échéance ou la date de rajustement de l'intérêt, selon la première des occurrences. Trésorerie et découverts non compris.

Si les taux d'intérêt en vigueur avaient augmenté ou diminué de 1 %, toutes les autres variables demeurant constantes, l'actif net de la société en commandite aurait respectivement diminué ou augmenté d'environ 64 000 \$. Dans les faits, les résultats seront différents de cette analyse de sensibilité puisque les composantes du portefeuille de la société en commandite diffèrent de celles du marché, et l'écart pourrait être important.

Autre risque de prix

L'autre risque de prix s'entend du risque que la juste valeur des instruments financiers varie en raison de la fluctuation des cours (autre que celle découlant du risque de taux d'intérêt ou du risque de change) causée par des facteurs propres à un titre ou à son émetteur ou par tous les facteurs touchant un marché ou un segment de marché. L'exposition à l'autre risque de prix est surtout attribuable aux actions et aux produits de base, le cas échéant. Au 31 décembre 2012, une tranche d'environ 109 % de l'actif net de la société en commandite était exposée à l'autre risque de prix. Si les cours de ces placements avaient diminué ou augmenté de 5 %, toutes les autres variables demeurant constantes, l'actif net de la société en commandite aurait diminué ou augmenté, respectivement, d'environ 3 737 000 \$. Dans les faits, les résultats seront différents de cette analyse de sensibilité et l'écart peut être important.

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers.

Société en commandite de ressources CMP 2012

ANALYSE DE LA GESTION DES RISQUES FINANCIERS ET DES INSTRUMENTS FINANCIERS (suite)

31 décembre 2012

Risque de change

Au 31 décembre 2012, la société en commandite n'était pas exposée de manière significative au risque de change.

Instruments financiers

Hiérarchie des évaluations à la juste valeur

Le tableau ci-dessous présente la hiérarchie des évaluations à la juste valeur pour les actifs et les passifs financiers de la société en commandite (les « instruments financiers ») au 31 décembre 2012. De plus amples renseignements concernant l'information à fournir sont présentés à la note annexe 8.

(en milliers)	31 décembre 2012			Total
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	
Actions	59 180 \$	13 662 \$	– \$	72 842 \$
Bons de souscription	–	1 908	–	1 908
Total des instruments financiers	59 180 \$	15 570 \$	– \$	74 750 \$

Transferts entre les niveaux

Aucun transfert entre le niveau 1 et le niveau 2 n'a été effectué pendant la période close le 31 décembre 2012.

Rapprochement au titre des instruments financiers du niveau 3

Le tableau ci-dessous présente l'évolution des instruments financiers du niveau 3 de la société en commandite pour la période close le 31 décembre 2012.

(en milliers)	31 décembre 2012			Total
	Actions	Autres		
Début de la période	– \$	– \$		– \$
Achats	–	–		–
Ventes	–	–		–
Transferts vers le niveau 3	–	–		–
Transferts à partir du niveau 3	–	–		–
Gains (pertes) nets réalisés	–	–		–
Variation nette de la plus-value (moins-value) non réalisée*	–	–		–
Fin de la période	– \$	– \$		– \$

* La variation nette de la plus-value (moins-value) non réalisée des instruments financiers de niveau 3 détenus au 31 décembre 2012 était nulle.

Les gains (pertes) nets réalisés du tableau ci-dessus sont inscrits au poste « Gain (perte) net réalisé à la vente de placements » de l'état des résultats. La variation nette de la plus-value (moins-value) non réalisée liée aux instruments financiers détenus par la société en commandite au 31 décembre 2012 est inscrite au poste « Variation de la plus-value (moins-value) non réalisée des placements » de l'état des résultats.

Si les données non observables importantes utilisées pour établir la juste valeur des instruments financiers de niveau 3 de la société en commandite avaient diminué ou augmenté de 5 %, toutes les autres variables demeurant constantes, il n'y aurait aucune incidence sur l'actif net de la société en commandite.

Société en commandite de ressources CMP 2012

ÉTAT DE L'ACTIF NET

(en milliers de dollars canadiens, sauf le nombre de parts et les montants par part)	31 décembre 2012
Actif	
Placements, à la juste valeur*	74 750 \$
Trésorerie et équivalents de trésorerie	483
Montant à recevoir pour les placements vendus	–
Intérêts, dividendes et autres éléments courus	10
	<u>75 243</u>
Passif	
Emprunt (note 3)	6 435
Montant à payer pour les placements achetés	–
Frais de gestion à payer (note 4)	128
Frais d'émission à payer	42
Primes de rendement à payer	–
Charges à payer	63
	<u>6 668</u>
Actif net représentant les capitaux propres (note 5)	68 575 \$
Capitaux propres	93 566
Perte cumulée (note 5)	(24 991)
	<u>68 575 \$</u>
*Placements, au coût	97 732 \$
Nombre de parts en circulation (note 5)	100 001
Actif net par part (notes 2, 6)	685,74 \$

ÉTAT DES RÉSULTATS

Période close le (note 1)

(en milliers de dollars canadiens, sauf le nombre de parts et les montants par part)	31 décembre 2012
Revenu de placement	
Intérêts	40 \$
Dividendes	3
Retenue d'impôts étrangers	–
	<u>43</u>
Charges (note 4)	
Frais de gestion	1 522
Primes de rendement	–
Frais d'information aux porteurs de parts	43
Frais d'administration liés aux porteurs de parts	254
Droits de garde et frais bancaires	15
Honoraires d'audit	36
Frais juridiques	21
Droits de dépôt	–
Charge d'intérêts (note 3)	161
Coûts de transactions (note 2)	–
	<u>2 052</u>
Charges absorbées par le gestionnaire	–
	<u>2 052</u>
Revenu (perte) net de placement	(2 009)
Gain (perte) réalisé et non réalisé sur les placements	
Gain (perte) net réalisé à la vente de placements	–
Gain (perte) net de change réalisé et variation du gain (de la perte) de change non réalisé	–
Variation de la plus-value (moins-value) non réalisée des placements	(22 982)
	<u>(22 982)</u>
Gain (perte) net sur les placements	(22 982)
Augmentation (diminution) de l'actif net liée aux activités	(24 991)\$
Augmentation (diminution) de l'actif net liée aux activités, par part (note 2)	(249,91)\$

Société en commandite de ressources CMP 2012

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE L'ACTIF NET

Période close le (note 1)

	31 décembre 2012
(en milliers de dollars canadiens)	
Actif net au début de la période	– \$
Augmentation (diminution) de l'actif net liée aux activités	(24 991)
Opérations des commanditaires	
Produit de l'émission	100 001
Frais d'émission	(6 435)
Paiements liés aux rachats	–
	93 566
Augmentation (diminution) de l'actif net	68 575
Actif net à la fin de la période	68 575 \$

ÉTATS DES FLUX DE TRÉSORERIE

Période close le (note 1)

	31 décembre 2012
(en milliers de dollars canadiens)	
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	
Revenu (perte) net de placement	(2 009)\$
Variation du fonds de roulement hors trésorerie	
(Augmentation) diminution des intérêts, dividendes et autres éléments à recevoir	(10)
Augmentation (diminution) des autres montants à payer	233
(Augmentation) diminution du montant à recevoir pour placements vendus	–
Augmentation (diminution) du montant à payer pour placements achetés	–
(Achat de placements)	(97 732)
Produit de la vente de placements	–
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation, montant net	(99 518)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	
Produit brut de l'émission	100 001
Frais d'émission	(6 435)
Augmentation (diminution) de l'emprunt	6 435
Flux de trésorerie liés aux activités de financement, montant net	100 001
Flux de trésorerie de la période, montant net	483
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	–
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période	483 \$
Les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation comprennent :	
Intérêts payés	161 \$
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés des éléments suivants :	
Trésorerie	483 \$
Placements à court terme	–
	483 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers.

Société en commandite de ressources CMP 2012

NOTES ANNEXES

Périodes indiquées à la note 1

1. La société en commandite

a) Organisation de la société en commandite

La Société en commandite de ressources CMP 2012 (la « société en commandite ») a été constituée en vertu des lois de la province d'Ontario. La société en commandite cherche à offrir à ses commanditaires un placement ouvrant droit à une aide fiscale dans un portefeuille diversifié d'actions accréditatives et d'autres titres de sociétés de ressources, le cas échéant, en vue de dégager un revenu et de réaliser une plus-value du capital. Elle a commencé ses activités le 15 février 2012.

Société CMP 2012 (le « commandité ») est le commandité de la société en commandite. Le commandité est responsable de la gestion de la société en commandite conformément aux modalités du contrat de société en commandite.

b) Gestionnaire et conseiller en valeurs

La société en commandite a fait appel à Valeurs mobilières Dundee ltée à titre de gestionnaire de fonds d'investissement pour des services de placement, de gestion, administratifs et autres. Valeurs mobilières Dundee ltée, filiale en propriété exclusive de Dundee Corporation, est un courtier en valeurs mobilières canadien de plein exercice.

La société en commandite a fait appel à Goodman Investment Counsel Inc. (anciennement, Ned Goodman Investment Counsel Ltd) (« GIC ») à titre de conseiller en valeurs. GIC est une filiale en propriété exclusive de Dundee Corporation.

Dans les présents documents, le terme « gestionnaire » renvoie à Valeurs mobilières Dundee s'il s'agit d'événements ayant lieu avant le 1^{er} janvier 2013 et à GIC s'il s'agit d'événements ayant lieu après le 1^{er} janvier 2013 (voir la note 10, « Événements postérieurs »).

c) Nomination du sous-conseiller

La société en commandite a fait appel à GCIC ltée (« GCICL » ou le « sous-conseiller ») à titre de sous-conseiller pour ses investissements dans le secteur pétrolier et gazier. GCICL est une grande société de placements canadienne qui offre des services de placements traditionnels, dont la famille de fonds communs de placement Dynamique^{MC}, les produits donnant droit à des avantages fiscaux et des programmes personnalisés pour les clients fortunés.

d) Dates de présentation de l'information financière

L'état des titres en portefeuille est au 31 décembre 2012. L'état de l'actif net est au 31 décembre 2012. Les états des résultats, de l'évolution de l'actif net et des flux de trésorerie portent sur la période comprise entre le 15 février 2012, date de début des activités, et le 31 décembre 2012. Dans le présent document, le terme « période » désigne la période indiquée précédemment.

Ces états financiers présentent la situation financière et les résultats des activités de la société en commandite. Par conséquent, ils ne présentent pas tous les actifs, passifs, produits ou charges des commanditaires.

e) Déontologie

Tous les administrateurs, dirigeants et salariés du gestionnaire sont assujettis à son manuel de conformité (le « Manuel »). Le Manuel régit toutes les activités du gestionnaire liées aux fonds d'investissement et décrit les procédures et les mesures de protection visant à veiller aux intérêts de tous les investisseurs de la société en commandite. Le Manuel a été lu et approuvé par le conseil d'administration du gestionnaire et le CEI. En outre, le gestionnaire a adopté sa propre politique sur les opérations à laquelle des salariés qui travaillent dans les fonds d'investissement doivent se soumettre.

f) Changement de dénomination sociale

Le 4 juin 2012, le nom de Ned Goodman Investment Counsel Ltd. a changé pour Goodman Investment Counsel Inc.

2. Résumé des principales méthodes comptables et mode de présentation

Les états financiers de la société en commandite sont préparés selon les principes comptables généralement reconnus (« PCGR ») du Canada. Les principales méthodes comptables de la société en commandite sont les suivantes :

a) Utilisation d'estimations

Pour préparer les états financiers selon les PCGR du Canada, le gestionnaire doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés des actifs et des passifs, de même que sur les produits et les charges pour la période. Ces estimations sont faites en fonction de l'information disponible à la date de publication des états financiers. Les résultats réels peuvent différer considérablement des estimations.

Un des points clés d'estimation pour lesquels le gestionnaire est tenu d'exercer des jugements complexes ou subjectifs est la détermination de la juste valeur des instruments financiers non cotés sur un marché actif. L'utilisation de techniques d'évaluation pour les instruments financiers non

Société en commandite de ressources CMP 2012

NOTES ANNEXES (suite)

Périodes indiquées à la note 1

2. Résumé des principales méthodes comptables et mode de présentation (suite)

cotés sur un marché actif exige que le gestionnaire pose des hypothèses critiques fondées sur les conditions du marché à la date des états financiers. Tout changement à ces hypothèses lié à une modification des conditions du marché peut avoir une incidence sur la juste valeur publiée des instruments financiers.

b) Évaluation des placements

Conformément au chapitre 3855, « Instruments financiers – comptabilisation et évaluation », les placements de la société en commandite sont réputés être détenus à des fins de transaction et doivent être comptabilisés à la juste valeur. L'incidence de ce chapitre porte principalement sur la détermination de la juste valeur des instruments financiers cotés sur un marché actif, qui doit être fondée sur le cours acheteur plutôt que sur le cours de clôture.

Le *Règlement 81-106 sur l'information continue des fonds d'investissement* (le « Règlement 81-106 ») exige que tous les fonds de placement calculent leur valeur liquidative à toutes les fins autres que l'établissement des états financiers conformément à l'article 14.2, qui, sous certains aspects, est différent des exigences du chapitre 3855 des PCGR du Canada. Selon les PCGR du Canada, la juste valeur des instruments financiers inscrits à la cote d'une bourse reconnue doit être évaluée au dernier cours acheteur au lieu du cours de clôture ou du dernier cours vendeur du titre, comme dans le Règlement 81-106. Ces exigences créent un écart entre l'actif net calculé selon les PCGR du Canada (l'« actif net selon les PCGR ») et la valeur liquidative calculée selon le Règlement 81-106 (la « valeur liquidative aux fins des opérations »). La note annexe 6 présente un rapprochement de l'actif net selon les PCGR par part et de la valeur liquidative aux fins des opérations par part.

La juste valeur des placements de la société en commandite à la date de présentation de l'information financière est déterminée comme suit :

- i) Toutes les positions acheteur en titres cotés sur une bourse reconnue sont évaluées au cours acheteur de clôture. Les titres négociés hors cote sont évalués au cours acheteur de clôture établi par un courtier reconnu.

Les placements dans des titres non cotés ou non liquides sont évalués au moyen de techniques d'évaluation. Ces techniques comprennent, entre autres, l'utilisation de la valeur actuelle d'instruments semblables comme référence, l'utilisation d'informations sur des transactions récemment conclues aux conditions du marché, d'analyses des flux de trésorerie actualisés et d'autres modèles d'évaluation.

La juste valeur de certains titres peut être estimée au moyen de techniques d'évaluation reposant sur des hypothèses qui ne s'appuient pas sur des données observables sur le marché. Si, de l'avis du gestionnaire, le cours du marché d'un titre est inexact, non fiable ou non disponible, la juste valeur est déterminée par le gestionnaire.
- ii) Les obligations et les débetures sont évaluées au dernier cours acheteur de clôture obtenu d'un courtier reconnu.
- iii) Les placements à court terme sont évalués au cours du marché ou au coût après amortissement majoré des intérêts courus, lesquels avoisinent la juste valeur.
- iv) Les bons de souscription non cotés sont évalués selon un modèle d'évaluation tenant compte de facteurs tels que la valeur marchande du titre sous-jacent, le prix d'exercice, la volatilité et les modalités du bon de souscription.
- v) La juste valeur des placements et des autres actifs et passifs libellés en devises est convertie en dollars canadiens au taux de change en vigueur à midi chaque jour ouvré de la Bourse de Toronto (la « date d'évaluation »).

c) Autres actifs et passifs

Les intérêts courus et les dividendes à recevoir, les montants à recevoir des courtiers et les autres éléments d'actif sont considérés comme des prêts et créances et sont comptabilisés au coût après amortissement. De la même manière, les charges à payer, les montants payables aux courtiers et les autres passifs sont considérés comme d'autres passifs financiers et sont constatés au coût après amortissement. Le coût après amortissement de ces actifs et de ces passifs avoisine leur juste valeur, en raison de leur nature à court terme.

d) Opérations de placement

Les opérations de placement sont comptabilisées à la date de l'opération. Le coût des placements correspond au montant payé pour chaque titre et est établi en fonction du coût moyen, compte non tenu des coûts de transactions.

e) Coûts de transactions

Les coûts de transactions sont des coûts progressifs directement attribuables à l'acquisition, à l'émission ou à la cession d'un placement et comprennent les honoraires et commissions versés à des placeurs pour compte, des conseillers, des courtiers et des contrepartistes, les sommes prélevées par les organismes de réglementation et les bourses de valeurs, ainsi que les taxes et droits de transfert. Conformément aux recommandations du chapitre 3855, les coûts de transactions sont passés en charges et inclus dans l'état des résultats au poste « Coûts de transactions ».

Société en commandite de ressources CMP 2012

NOTES ANNEXES (suite)

Périodes indiquées à la note 1

2. Résumé des principales méthodes comptables et mode de présentation (suite)

f) Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de dépôts en espèces, d'instruments de créance à court terme dont l'échéance initiale est de moins de 90 jours et de découverts bancaires, s'il y a lieu.

g) Constatation des revenus

Le revenu de placement est constaté selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Les revenus d'intérêts sont comptabilisés lorsqu'ils sont gagnés, et les dividendes ainsi que les distributions de fiducies de placement sont inscrits à la date ex-dividende.

Les distributions provenant de fiducies de placement sont comptabilisées à titre de revenu, de gain en capital ou de remboursement de capital, selon la meilleure information dont dispose le gestionnaire. En raison de la nature de ces placements, le classement réel peut être différent. Lorsqu'elles sont traitées comme un remboursement de capital aux fins de l'impôt sur le revenu, les distributions sont portées en diminution du coût moyen des parts des fiducies de placement sous-jacentes dans l'état des titres en portefeuille.

Aux fins de l'impôt sur le revenu, le prix de base rajusté des actions accréditives est réduit du montant des frais ayant fait l'objet d'une renonciation en faveur de la société en commandite. À la vente de ces actions, le gain en capital qui en découle est distribué aux commanditaires au prorata du nombre de parts qu'ils détiennent.

h) Conversion de devises

La monnaie de présentation de la société en commandite est le dollar canadien, qui est aussi sa monnaie fonctionnelle. Toute monnaie autre que le dollar canadien constitue une devise pour la société en commandite.

La juste valeur des placements et des autres actifs et autres passifs libellés en devises est convertie en dollars canadiens au taux de change en vigueur à la date d'évaluation. Les opérations libellées en devises sont converties en dollars canadiens au taux de change en vigueur à la date de l'opération. Les gains ou les pertes de change réalisés et non réalisés sur les placements sont compris respectivement aux postes « Gain (perte) net réalisé à la vente de placements » et « Variation de la plus-value (moins-value) non réalisée des placements » de l'état des résultats. Les gains (ou les pertes) de change réalisés et non réalisés sur les actifs et les passifs monétaires autres que les placements libellés en devises sont compris au poste « Gain (perte) net de change réalisé et variation du gain (de la perte) de change non réalisé, montant net » de l'état des résultats.

i) Évaluation des parts de la société en commandite pour le calcul de la valeur liquidative aux fins des opérations

La valeur liquidative par part de la société en commandite est calculée à la fin de chaque jour d'évaluation en divisant la valeur liquidative de la société en commandite par le nombre de ses parts en circulation.

j) Augmentation (diminution) de l'actif net liée aux activités, par part

Le poste « Augmentation (diminution) de l'actif net liée aux activités, par part » figure dans l'état des résultats et correspond à l'augmentation ou à la diminution de l'actif net liée aux activités de la période, divisée par le nombre moyen de parts en circulation pour la période.

k) Répartition des revenus et des pertes de la société en commandite

La quasi-totalité, soit 99,99 %, des revenus ou des pertes de la société en commandite pour l'exercice est attribuée aux commanditaires à la fin de l'exercice au prorata du nombre de parts qu'ils détiennent. La société en commandite n'est pas une personne morale imposable. Il n'y a donc pas lieu de constituer une charge d'impôts.

Le commandité a droit à 0,01 % du revenu net ou prend en charge 0,01 % de la perte de la société en commandite.

l) Montants différents de zéro, mais arrondis à zéro

Certains soldes présentés dans les états financiers peuvent être des montants arrondis à zéro.

3. Emprunts

La société en commandite a conclu des facilités de crédit avec une banque à charte canadienne (la « Banque ») d'un montant maximal de 7,75 % du produit brut obtenu à son établissement. Le produit de l'emprunt a été affecté au paiement des frais d'émission et la société en commandite a fourni à la Banque une sûreté sur l'ensemble de son actif. Les montants maximal et minimal empruntés au cours de la période close le 31 décembre 2012 ont été respectivement de 6 435 000 \$ et de 6 350 000 \$. Au cours de la période close le 31 décembre 2012, le taux d'intérêt annuel moyen versé sur le solde impayé était de 2,7 %.

Au 31 décembre 2012, l'emprunt contracté était une facilité de crédit d'acceptation bancaire de 90 jours d'une valeur nominale de 6 435 000 \$, soit 9,4 % de l'actif net.

Société en commandite de ressources CMP 2012

NOTES ANNEXES (suite)

Périodes indiquées à la note 1

3. Emprunts (suite)

Les intérêts versés sur le prélèvement ou le renouvellement de l'acceptation bancaire sont reportés et amortis jusqu'à l'échéance de l'acceptation bancaire. La partie non amortie des intérêts reportés est inscrite au poste « Intérêts, dividendes et autres éléments courus » de l'état de l'actif net. Pour la période close le 31 décembre 2012, la société en commandite a enregistré une charge d'intérêts d'environ 161 000 \$ relativement à l'acceptation bancaire.

4. Charges et opérations entre apparentés

a) Frais de gestion

La société en commandite paie des frais de gestion au gestionnaire en contrepartie des conseils, des recommandations et des services qu'il lui offre à titre de gestionnaire, de conseiller en valeurs et de distributeur principal de la société en commandite. Le gestionnaire est également responsable de la gestion des activités quotidiennes de la société en commandite.

Les frais de gestion correspondent à un pourcentage annualisé de 2 % de la valeur liquidative de la société en commandite. Ils sont calculés quotidiennement et payés mensuellement à terme échu, selon un pourcentage de la valeur liquidative à la fin du mois, conformément à la convention de gestion de la société en commandite.

En contrepartie des services-conseils de gestion de portefeuille fournis par le gestionnaire, la société en commandite a payé des frais de gestion, taxe de vente comprise, d'environ 1 522 000 \$ pour la période.

b) Primes de rendement

Le gestionnaire a droit à une prime de rendement versée par la société en commandite et correspondant à 20 % de l'excédent sur 1 120 \$ de la valeur liquidative par part à la date du versement de la prime. La prime de rendement est calculée par part et multipliée par le nombre de parts en circulation à la date de la prime de rendement. La date de la prime de rendement correspond à la date à laquelle l'actif de la société en commandite est viré à la Catégorie de ressources PGD de Portefeuilles gérés Dynamique Ltée ou à celle du jour précédant immédiatement la dissolution de la société en commandite si celle-ci survient avant. La prime de rendement est calculée à la date de la prime de rendement et versée aussitôt que possible par la suite. Au 31 décembre 2012, aucune prime de rendement, taxe de vente comprise, n'était payable par la société en commandite.

c) Charges liées aux activités et frais de services administratifs

La société en commandite acquitte toutes les charges liées à ses activités, soit les services de dépôt, les frais juridiques, les honoraires du comité d'examen indépendant, les honoraires d'audit, les services d'agence de transfert et les frais liés à la préparation de rapports financiers et d'autres rapports, conformément aux lois, règlements et procédures applicables. Ces charges sont comptabilisées quotidiennement. Elles sont payées par le gestionnaire, qui se fait ensuite rembourser par la société en commandite, exception faite de certaines charges, comme les intérêts.

En outre, la société en commandite a payé au gestionnaire environ 219 000 \$ au titre des services administratifs rendus par celui-ci au cours de la période.

d) Commissions de courtage

Les commissions de courtage relatives aux opérations sur titres effectuées au cours de la période se sont élevées à néant. Aucune de ces commissions n'a été versée au gestionnaire. En outre, aucun rabais de courtage sur titres gérés n'est pris en compte dans le total des commissions. Les rabais de courtage sur titres gérés correspondent aux montants payés indirectement aux tiers par l'entremise d'un courtier pour des services, autres que des opérations sur titres, reçus par la société en commandite.

Les commissions de courtage versées lors d'opérations sur titres font partie des charges d'exploitation. Ces commissions ne font pas partie du coût d'achat et ne sont pas déduites du produit de la vente de titres.

e) Placements privés

En plus des commissions versées sur les opérations sur titres, la société en commandite investit dans des actions accréditives par l'entremise de courtiers inscrits, notamment le gestionnaire. Les commissions ou les commissions d'intermédiaire sur les actions accréditives sont versées directement par l'émetteur des actions au courtier. Dans certaines circonstances, le gestionnaire et les autres placeurs pour compte peuvent être habilités à recevoir des honoraires et, dans certains cas, avoir le droit d'acheter des actions dans le cadre de la vente d'actions accréditives à la société en commandite.

f) Premier appel public à l'épargne de la société en commandite

La société en commandite a versé aux placeurs pour compte des honoraires de 5,75 % pour chaque part vendue dans le cadre de ses placements. Valeurs mobilières Dundee Ltée a reçu environ 34 000 \$ de ces honoraires.

Société en commandite de ressources CMP 2012

NOTES ANNEXES (suite)

Périodes indiquées à la note 1

4. Charges et opérations entre apparentés (suite)

g) Services professionnels

Au cours de la période, la société en commandite n'a pas versé d'honoraires à Valeurs mobilières Dundee Ltée en contrepartie de ses services professionnels.

h) Directives permanentes du comité d'examen indépendant

Conformément au *Règlement 81-107 sur le comité d'examen indépendant des fonds d'investissement*, le gestionnaire a nommé un comité d'examen indépendant (le « CEI ») pour surveiller la société en commandite. Les coûts et les charges, y compris la rémunération des membres du CEI, les coûts liés aux conseillers juridiques et aux autres services-conseils, les honoraires juridiques et les autres frais engagés par les membres du CEI et les frais d'assurance sont imputables à la société en commandite. Au 31 décembre 2012, le CEI était composé de trois membres, tous indépendants du gestionnaire.

Le CEI a donné les directives permanentes suivantes à la société en commandite relativement aux opérations entre apparentés :

- i) paiement de commissions de courtage à Valeurs mobilières Dundee Ltée pour l'exécution d'opérations sur titres à titre d'agent et de distributeur principal pour le compte de la société en commandite (ci-après les « commissions de courtage »);
- ii) achat ou vente de titres d'un émetteur auprès d'un autre fonds de placement géré par le gestionnaire, sauf si une dispense est obtenue dans certaines circonstances;
- iii) exécution d'opérations de change avec Valeurs mobilières Dundee Ltée pour le compte de la société en commandite;
- iv) participation à une prise ferme associant Valeurs mobilières Dundee Ltée, à titre de courtier en valeurs pour le compte de l'émetteur.

Les directives permanentes en question exigent que le gestionnaire établisse des politiques et des procédures qu'il mettra en pratique pour les opérations entre apparentés. Le gestionnaire doit informer le CEI de tout manquement important à l'une des exigences des directives permanentes. Celles-ci stipulent notamment que la décision de placement relative à une opération entre apparentés : a) soit prise par le gestionnaire ou par le conseiller en valeurs, selon le cas, libre de toute influence d'une entité liée et sans tenir compte ni du gestionnaire lui-même ni d'aucune société associée ou affiliée au gestionnaire, b) représente l'appréciation professionnelle du gestionnaire ou du conseiller en valeurs, selon le cas, non influencée par des considérations autres que l'intérêt de la société en commandite, et c) soit prise conformément aux politiques et aux procédures écrites du gestionnaire. Les opérations exécutées par le gestionnaire ou par le conseiller en valeurs, selon le cas, en vertu des directives permanentes sont par la suite examinées par le CEI pour un contrôle de conformité.

Au cours de la période, la société en commandite a suivi les directives permanentes du CEI au sujet des opérations entre apparentés. En sa qualité de gestionnaire, GIC a reconduit le mandat du CEI.

5. Capitaux propres

Le capital de la société en commandite correspond aux capitaux propres représentant l'actif net et est composé des parts émises et des bénéfices non répartis. Le capital de la société en commandite n'est soumis à aucune exigence réglementaire. Il est géré conformément à l'objectif, aux politiques et aux restrictions de placement de la société en commandite, tels qu'ils sont mentionnés dans son prospectus. Les parts de la société en commandite ont été émises au prix de 1 000 \$ la part, sous réserve d'une souscription minimum de cinq parts pour 5 000 \$. La société en commandite a l'intention de transférer, avant le 1^{er} juillet 2014, son actif à Portefeuilles gérés Dynamique Ltée en échange d'actions rachetables de la Catégorie de ressources PGD. Conformément aux modalités de la convention de cession et de la convention de la société en commandite, au moment de la réalisation de l'opération de roulement du fonds commun de placement et de la dissolution de la société en commandite, les commanditaires recevront, avec imposition reportée, leur quote-part des actions de la Catégorie de ressources PGD.

Toutes les parts de la société en commandite sont de même catégorie et comportent des droits et privilèges égaux, y compris une participation équivalente dans toute distribution effectuée par la société en commandite et le droit à un vote à chaque assemblée des commanditaires. Le 15 février 2012, 100 000 parts de société en commandite ont été émises dans le cadre du premier appel public à l'épargne. En outre, une part de la société en commandite a été émise au commandité à la date d'établissement de la société en commandite.

Les tableaux suivants présentent le nombre de parts de la société en commandite en circulation et les variations des bénéfices non répartis :

Parts de la société en commandite en circulation	31 décembre 2012
Début de la période	—
Souscriptions	100 001
Réinvestissements	—
Rachats	—
Fin de la période	100 001

Société en commandite de ressources CMP 2012

NOTES ANNEXES (suite)

Périodes indiquées à la note 1

5. Capitaux propres (suite)

Bénéfice (perte) cumulé (en milliers)	31 décembre 2012
Perte cumulée au début de la période	—
Augmentation (diminution) de l'actif net liée aux activités	(24 991)
Perte cumulée à la fin de la période	(24 991)

6. Rapprochement de l'actif net selon les PCGR par part et de la valeur liquidative aux fins des opérations par part

Le tableau qui suit présente un rapprochement de l'actif net selon les PCGR par part et de la valeur liquidative aux fins des opérations par part. La principale raison de l'écart entre l'actif net selon les PCGR par part et la valeur liquidative aux fins des opérations par part est décrite à la note 2 ci-dessus.

	31 décembre 2012
Valeur liquidative aux fins des opérations, par part	681,13
Actif net selon les PCGR, par part	685,74

7. Gestion des risques

Les activités de placement de la société en commandite l'exposent à divers risques financiers : le risque de crédit, le risque de liquidité et le risque de marché (y compris le risque de taux d'intérêt, l'autre risque de prix et le risque de change). Le niveau de risque est fonction de l'objectif de placement de la société en commandite et du type de placements qu'elle effectue.

Le gestionnaire cherche à minimiser ces risques en employant des gestionnaires de portefeuille expérimentés qui gèrent quotidiennement le portefeuille de la société en commandite en fonction des événements qui se produisent sur le marché et de l'objectif de placement de la société en commandite. Les informations propres à la société en commandite à fournir aux termes des chapitres 3862 et 3863 sont présentées dans l'analyse de la gestion des risques financiers et des instruments financiers figurant dans l'état des titres en portefeuille. Les résultats réels peuvent différer de l'analyse de sensibilité décrite dans l'analyse de la gestion des risques financiers et des instruments financiers, et l'écart peut être important.

Le gestionnaire maintient, en matière de gestion du risque, une méthode qui consiste, entre autres choses, à contrôler la conformité aux directives de placement afin de s'assurer que la société en commandite est gérée conformément à son objectif et à ses stratégies de placement et aux règlements sur les valeurs mobilières. En outre, les positions exposées aux risques décrits ci-dessous sont surveillées et revues régulièrement.

Risque de crédit

Le risque de crédit s'entend du risque qu'une contrepartie manque à une obligation lorsque celle-ci devient exigible. La juste valeur d'un instrument financier est déterminée en tenant compte de la notation de l'émetteur et représente par conséquent le risque de crédit maximal de la société en commandite. L'exposition au risque de crédit est surtout attribuable aux titres de créance (comme les prêts bancaires, les obligations et les débetures). Toutes les opérations sur titres sont réglées à la livraison par l'intermédiaire des courtiers. Comme tel, le risque de crédit lié aux opérations de placement de la société en commandite est faible puisque la livraison des titres vendus a lieu une fois que le courtier a reçu le paiement. Le paiement d'un achat est effectué une fois que le courtier a reçu les titres. L'opération est annulée si l'une des parties ne s'acquitte pas de ses obligations. En outre, les opérations de garde sont exécutées par des contreparties notées A ou plus par l'agence de notation Standard & Poor's.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité s'entend du risque que la société en commandite ne soit pas en mesure de faire face à ses obligations à temps ou à un prix raisonnable. Pour conserver suffisamment de liquidités, la société en commandite investit ses actifs dans des titres négociés sur un marché actif et pouvant être facilement vendus. La société en commandite détient également des titres qui ne sont pas négociés sur un marché actif et qui peuvent être non liquides. Ces placements sont présentés, dans l'état des titres en portefeuille, comme des titres faisant l'objet de restrictions. En outre, la société en commandite cherche à conserver des positions en trésorerie et en équivalents de trésorerie suffisantes pour maintenir ses liquidités.

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt s'entend du risque que la juste valeur des placements portant intérêt de la société en commandite varie en raison de fluctuations des taux d'intérêt en vigueur sur les marchés. L'exposition au risque de taux d'intérêt est surtout attribuable aux titres de créance (comme les obligations et les débetures). Les autres actifs et les autres passifs sont par nature de courte durée et ne portent pas intérêt. L'effet des fluctuations des taux d'intérêt sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie investis aux taux d'intérêt en vigueur sur les marchés à court terme est faible.

Autre risque de prix

L'autre risque de prix s'entend du risque que la juste valeur des instruments financiers varie en raison de la fluctuation des cours (autre que celle découlant du risque de taux d'intérêt ou du risque de change) causée par des facteurs propres à un titre ou à son émetteur ou par tous les facteurs touchant un marché ou un segment de marché. L'exposition à l'autre risque de prix est surtout attribuable aux actions et aux produits de base. Le niveau de risque maximum découlant des instruments financiers équivaut à leur juste valeur.

Société en commandite de ressources CMP 2012

NOTES ANNEXES (suite)

Périodes indiquées à la note 1

7. Gestion des risques (suite)

Risque de change

Le risque de change s'entend du risque que la juste valeur d'un instrument financier varie en raison de la fluctuation des taux de change. L'exposition au risque de change est principalement attribuable aux instruments financiers (trésorerie et équivalents de trésorerie) libellés dans une monnaie autre que le dollar canadien, la monnaie fonctionnelle de la société en commandite. Par conséquent, la valeur des instruments financiers libellés en devises de la société en commandite variera en raison de la fluctuation des taux de change de ces monnaies par rapport à la monnaie fonctionnelle de la société en commandite. Les obligations émises en monnaies étrangères sont inscrites dans le portefeuille de placements. Les actions étrangères sont également exposées au risque de change puisque leur valeur est convertie en dollars canadiens pour le calcul de leur juste valeur.

8. Instruments financiers

Hiérarchie des évaluations à la juste valeur

Le chapitre 3862 du *Manuel de l'ICCA*, « Instruments financiers – informations à fournir », exige que soit présentée l'information concernant les méthodes d'évaluation et les hypothèses utilisées pour l'évaluation à la juste valeur des instruments financiers. La société en commandite utilise les données indiquées ci-après dans la hiérarchie des évaluations à la juste valeur pour calculer et présenter la juste valeur des instruments financiers :

Niveau 1 – Les données utilisées sont les prix cotés (non rajustés) sur des marchés actifs pour les actifs et les passifs identiques. Les instruments financiers classés au niveau 1 comprennent des actions cotées activement négociées et d'autres titres de placement cotés. Le gestionnaire n'ajuste pas le cours de ces instruments.

Niveau 2 – Les données utilisées comprennent les prix cotés sur des marchés actifs pour les actifs et les passifs similaires, ainsi que les données observables directement ou indirectement pour les actifs et les passifs durant la quasi-totalité de la durée de l'instrument financier. Les instruments financiers classés au niveau 2 sont négociés sur des marchés qui ne sont pas considérés comme étant actifs, mais ils sont évalués en fonction des cours du marché ou des cotes fournies par des courtiers en valeurs mobilières qui sont étayées par des données observables ou ajustées pour tenir compte de facteurs liés à la juste valeur. Ces instruments comprennent des obligations de sociétés de la catégorie investissement et certaines actions cotées. Comme les placements du niveau 2 comprennent des positions qui ne sont pas négociées sur des marchés actifs ou dont la vente peut être assujettie à des restrictions, les évaluations peuvent faire l'objet d'ajustements afin de tenir compte de l'illiquidité d'après les informations disponibles sur le marché.

Niveau 3 – Les données utilisées sont des données de marché non observables. Les instruments financiers classés au niveau 3 sont fondés sur au moins une donnée non observable importante, car leur valeur n'est pas établie selon les cours du marché. Les instruments du niveau 3 comprennent les actions et les titres de créance de sociétés fermées. Puisqu'il n'existe aucun cours observable pour ces titres, le gestionnaire a utilisé des techniques d'évaluation pour établir la juste valeur.

Transferts entre les niveaux

Les évaluations à la juste valeur sont classées au niveau 1 lorsque le titre est négocié de façon active et qu'un cours est disponible. Si un instrument classé au niveau 1 cesse d'être négocié activement, il est transféré vers le niveau 2, à moins que l'évaluation de sa juste valeur nécessite l'utilisation de données non observables importantes, auquel cas l'instrument est transféré au niveau 3.

Rapprochement au titre des instruments financiers du niveau 3

Le chapitre 3862 exige également un rapprochement entre les soldes d'ouverture et de clôture des instruments financiers du niveau 3.

Les informations relatives à la hiérarchie des évaluations à la juste valeur, aux transferts entre les niveaux et au rapprochement des instruments financiers du niveau 3 sont présentées dans l'analyse de la gestion des risques financiers et des instruments financiers figurant dans l'état des titres en portefeuille.

9. Passage aux normes IFRS (International Financial Reporting Standards)

Conformément aux propositions du Conseil des normes comptables du Canada, les PCGR du Canada applicables aux entreprises ayant une obligation d'information du public ont été remplacés par les Normes internationales d'information financière (« IFRS ») à compter du 1^{er} janvier 2011. Toutefois, en janvier 2011 et ensuite en décembre 2011, le Conseil des normes comptables a approuvé un report de la date d'application des IFRS pour les fonds de placement. En conséquence, les IFRS s'appliqueront à la société en commandite pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2014.

Le gestionnaire a déjà entrepris l'élaboration d'un plan de conversion aux IFRS en effectuant une évaluation de leur incidence et en déterminant les différences importantes entre les PCGR du Canada et les IFRS. Les principaux éléments du plan sont les suivants : i) identifier et analyser les différences entre les IFRS et les PCGR du Canada en 2012; ii) déterminer les changements appropriés à apporter aux méthodes comptables du Fonds, s'il y a lieu; iii) modifier les informations à fournir dans les états financiers jusqu'à la première moitié de 2013; iv) travailler avec nos agents d'évaluation à la mise en place des méthodes comptables requises pour le Fonds, s'il y a lieu, au cours de la seconde moitié de 2013; et v) modifier les modèles d'informations à fournir dans les états financiers en 2013 et au début de 2014.

En mai 2011, l'International Accounting Standards Board (l'« IASB ») a publié IFRS 13 *Évaluation de la juste valeur*, qui définit la juste valeur, intègre, dans une même norme, un cadre pour l'évaluation de la juste valeur et prescrit les informations à fournir sur les évaluations à la juste valeur. Cette

Société en commandite de ressources CMP 2012

NOTES ANNEXES (suite)

Périodes indiquées à la note 1

9. Passage aux normes IFRS (International Financial Reporting Standards) (suite)

norme ne s'applique que lorsque d'autres IFRS exigent ou permettent l'évaluation de la juste valeur. Si un actif ou un passif évalué à la juste valeur est assorti d'un cours acheteur et d'un cours vendeur, son évaluation doit être fondée sur le cours compris dans l'écart acheteur-vendeur qui correspond au montant le plus représentatif de la juste valeur, ce qui permet l'utilisation du cours moyen ou d'une autre convention d'évaluation suivie par les intervenants du marché, faute de mieux en pratique, pour déterminer la juste valeur à l'intérieur d'un écart acheteur-vendeur. Il peut en découler l'élimination des différences entre l'actif net par série et la valeur liquidative par série aux dates de communication des états financiers.

En octobre 2012, l'IASB a publié « Entités d'investissement » (modification d'IFRS 10 *États financiers consolidés*, d'IFRS 12 *Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités* et d'IAS 27 *États financiers individuels*), qui définit la notion d'entité d'investissement et établit une exception au principe de consolidation. Une entité d'investissement pourra ainsi évaluer ses filiales à la juste valeur par le biais du résultat net, conformément à IFRS 9 *Instruments financiers*. Ces modifications introduisent également de nouvelles obligations d'information pour les entités d'investissement qui devront les appliquer pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2014. Compte tenu des restrictions imposées à la société en commandite en matière de propriété, il est peu probable que ces modifications aient une incidence sur les états financiers de la société en commandite.

Le gestionnaire continuera d'évaluer les changements à apporter éventuellement aux états financiers ainsi que leur effet sur les méthodes comptables, les fonctions de gestion, les technologies de l'information et les contrôles.

10. Événements postérieurs

a) Changement de gestionnaire

En application de l'entente conclue entre Valeurs mobilières Dundee Itée et GIC le 1^{er} janvier 2013, GIC a racheté l'entente de gestion de la société en commandite. En plus d'être le conseiller en valeurs, GIC est donc chargée de la gestion de la société en commandite depuis le 1^{er} janvier 2013. Valeurs mobilières Dundee Itée et GIC sont des filiales en propriété exclusive de Dundee Corporation.

Société en commandite de ressources CMP 2012

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux commanditaires de

Société en commandite de ressources CMP 2012 (la « société en commandite »)

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints de la société en commandite, qui comprennent l'état des titres en portefeuille et l'état de l'actif net au 31 décembre 2012, ainsi que les états des résultats, de l'évolution de l'actif net et des flux de trésorerie pour la période du 15 février 2012 (début des activités) au 31 décembre 2012, et des notes annexes incluant un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la société en commandite au 31 décembre 2012, ainsi que des résultats de ses opérations, de l'évolution de son actif net et de ses flux de trésorerie pour la période du 15 février 2012 (début des activités) au 31 décembre 2012, conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada.

PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l.

Comptables agréés, experts-comptables autorisés

Toronto (Ontario)

Le 11 mars 2013



**Agent des transferts
et agent des registres**

Société de fiducie Computershare du Canada

100, avenue University
Tour nord, 9^e étage
Toronto (Ontario) M5J 2Y1

Tél. : 1-800-564-6253

Gestionnaire pour CMP

Goodman Investment Counsel Inc.

Dundee Place
1, rue Adelaide E., 21^e étage
Toronto (Ontario) M5C 2V9

Service à la clientèle

Tél. : 1-800-268-8186
www.cmpfunds.ca